

Brochure n° 3302

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2147. – ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU**  
**ET D'ASSAINISSEMENT**

---

**AVENANT N° 5 DU 5 FÉVRIER 2014**  
**RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : *ASET1450487M*  
IDCC : *2147*

---

Entre :

La FP2E ;

La FDEI,

D'une part, et

La CFDT Interco ;

La FDEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu de procéder à l'adaptation de certaines dispositions de l'accord de branche sur la formation professionnelle du 14 janvier 2005 et de ses avenants n°s 1 à 4 pour tenir compte des nouvelles règles fixées tant par la FPSPP que par le conseil d'administration d'OPCALIA en matière de financement des actions de formation et de professionnalisation.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le dernier alinéa de l'article 7 de l'accord de branche sur la formation professionnelle en date du 14 janvier 2005 est ainsi rédigé :

« Les parties conviennent de retenir dans le cadre du DIF prioritaire les actions liées aux métiers de la branche ; à ce titre elles bénéficieront des financements prioritaires des OPCA. Le taux de prise en charge de ces actions de formations éligibles au titre du DIF est fixé à 45 € HT par heure de formation. »

**Article 2**

L'article 10 de l'accord de branche sur la formation professionnelle en date du 14 janvier 2005 est ainsi rédigé :

« Eu égard à l'importance accordée par la branche aux formations en alternance, les parties conviennent d'affecter 55 % des fonds disponibles du 0,5 % (0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés) au financement de dispositifs refinançables auprès du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), à savoir :

– les contrats de professionnalisation ;

- les périodes de professionnalisation certifiantes de plus de 150 heures ;
- les DIF portables.

Le restant, soit 45 % des fonds disponibles du 0,5 % (0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés), est affecté au financement :

- des périodes de professionnalisation ;
- des DIF prioritaires de branche ;
- des dispositifs d'aide à la fonction tutorale et de formation des tuteurs ;
- des dispositifs de préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) non pris en charge par le FPSPP ;
- de centres de formation des apprentis (CFA) conventionnés par l'Etat ou un conseil régional.

Au sein de cette seconde enveloppe, les parties conviennent d'affecter :

- au moins 60 % de son montant au financement des périodes de professionnalisation, DIF prioritaires de branche et dispositifs d'aide à la fonction tutorale et de formation des tuteurs ;
- au plus 10 % de son montant pour le financement des actions de préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) ;
- au plus 40 % de son montant au financement des CFA. Le montant total par entreprise pouvant être versé aux CFA devra également ne pas dépasser 2 500 € × le nombre d'apprentis de cette entreprise préparant un diplôme relevant des métiers de la branche, présents au 31 décembre de l'année précédente.

Sur proposition des entreprises adhérentes et après avis de la commission de la formation, la section paritaire professionnelle (SPP) détermine avant le 30 juin la liste des CFA bénéficiaires et le montant qui leur est affecté.

Les pourcentages d'affectation des différentes actions de formation non refinançables auprès du FPSPP seront automatiquement revus par la SPP au cas où le financement de périodes de professionnalisation, de DIF prioritaires et de dispositifs d'aide à la fonction tutorale aura été bloqué faute d'accès de la branche aux fonds issus de la surmutualisation OPCALIA. »

### **Article 3**

#### *Information des organisations syndicales*

A l'issue de la période de ratification du présent avenant, une copie de celui-ci sera envoyée, à l'initiative de la FP2E, en recommandé avec avis de réception à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche.

### **Article 4**

#### *Extension et prise d'effet*

Cet avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Après signature par les parties du présent avenant, la FP2E en demandera son extension au ministre chargé du travail, au plus tard 10 jours après l'expiration du délai d'opposition ouvert aux organisations syndicales représentatives.

Fait à Paris, le 5 février 2014.

(Suivent les signatures.)